



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
DÉPARTEMENT DES FINANCES

1
Fév. 2006

Données statistiques

L'imposition des personnes morales dans le canton de Genève

Résultats choisis de 2000 et 2001

Données Générales

Analyses

Tableaux de bord

Impressum

Edition	Office cantonal de la statistique (OCSTAT) Genève
Responsable de la publication	Dominique Frei, Directeur
Rédaction	Sébastien Blanc, tél. +41 (0)22 327 85 30
Gestion de la statistique	Cédric Rychen, Sébastien Blanc
Illustration de la couverture	Hermès Communication, Genève
Prix	15 F
Tirage	350 exemplaires
©	OCSTAT, Genève 2006. Reproduction autorisée avec mention de la source
ISSN	1423-1948
Renseignements	
Centre de documentation	De 9h à 12h et de 14h à 17h (vendredi : 16h) ou sur rendez-vous. Tél. +41 (0)22 327 85 00
Indice des prix à la consommation	Répondeur téléphonique : +41 (0)22 327 85 55
Liste des publications	Voir les deux dernières pages
Charte de la statistique publique de la Suisse	L'OCSTAT s'est engagé à respecter la charte dans la conduite de ses activités statistiques

Sommaire	Page
Introduction	1
1. Commentaires	1
2. Méthodologie	2
3. Résultats : graphiques et tableaux	3

Publication téléchargeable sur le site Internet de l'OCSTAT :

ftp://ftp.geneve.ch/statistique/publication/donnees_stat/2006/dg-ds-2006-01pdf

L'imposition des personnes morales dans le canton de Genève

Résultats des années fiscales 2000 et 2001

Introduction

Depuis l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1995, de la nouvelle loi sur l'imposition des personnes morales (LIPM) et le passage du système *praenumerando* au *postnumerando*, la collaboration entre l'Administration fiscale cantonale et l'OCSTAT a permis la publication des données fiscales des années 1996 à 1999.

Cette publication présente les informations portant sur les années 2000 et 2001, dernière année pour laquelle les résultats fiscaux sont quasi-définitifs. La tâche la plus importante a consisté à ventiler les personnes morales (PM) selon l'activité économique, en se basant sur la nomenclature générale des activités économiques (NOGA)¹.

Cette publication est disponible et téléchargeable sur le site Internet de l'OCSTAT, à l'adresse suivante :

ftp://ftp.geneve.ch/statistique/publication/donnees_stat/2006/dg-ds-2006-01.pdf

Dans les comptes 2001 du canton de Genève, le total des recettes fiscales se monte à 4,533 milliards de francs. L'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques en représente la plus grande part, 65 %, tandis que celle des impôts sur le bénéfice et le capital des personnes morales s'élève à 23 %, soit 1,025 milliards de francs. Ce dernier montant constitue le total brut de l'impôt des PM. Il comprend l'impôt sur le bénéfice et l'impôt sur le capital, y compris les centimes additionnels y afférents. Le solde des recettes fiscales se compose de l'impôt foncier, du produit des successions, du droit d'enregistrement, du droit de timbre cantonal, des impôts spéciaux et des autres impôts cantonaux.

Les chiffres mentionnés dans cette publication prennent uniquement en compte l'impôt de base sur le bénéfice, l'impôt de base sur le capital et l'impôt immobilier complémentaire (voir le point 2 « Définitions et méthode »). Pour compléter l'analyse, figurent également les données sur les éléments imposables (bénéfice et capital) de même que le nombre de contribuables PM. Par ailleurs, les PM dont l'impôt sur le bénéfice et l'impôt sur le capital sont nuls sont écartées d'office de ces chiffres.

1. Commentaires

Situation en 2001

Impôt de base sur le bénéfice

L'impôt de base sur le bénéfice représente la part la plus importante de l'impôt des personnes morales (71 %; voir le graphique G - 01). Toutefois, sur les 18 566 contribuables PM, un peu plus de la moitié (53 %) n'a été soumise à aucun impôt sur le bénéfice. Pour 22 % des PM, l'impôt est inférieur à 2 000 francs. Leur part dans le total de l'impôt s'élève à moins de 1 %.

A l'autre extrême, l'impôt est supérieur à 100 000 francs pour 2 % des contribuables PM (384 exactement). Leurs parts cumulées dans le total des montants payés dépassent 80 %. Les 50 contribuables PM dont l'impôt est supérieur au million de francs contribuent pour plus de la moitié au total de l'impôt de base sur le bénéfice (voir les graphiques G - 02 et 03).

¹ La seule exception à la NOGA a été l'introduction d'une branche « sociétés immobilières », qui rassemble les PM groupées dans cette nature juridique. En les mettant en évidence de la sorte, on peut apprécier leur importance par rapport aux autres PM actives dans l'immobilier. En fait, il ne s'agit pas à proprement parler d'une nature juridique à part spécifiée comme telle dans la loi, mais d'un groupement, opéré par l'Administration fiscale, des sociétés anonymes qui exercent une fonction économique particulière.

En répartissant l'impôt sur le bénéfice selon la branche d'activités, les banques arrivent en tête, puisqu'elles représentent plus du quart du total de l'impôt versé, soit 26 % (graphique G - 04). Suivent l'horlogerie et le commerce de gros (qui groupe entre autres plusieurs sièges secondaires de multinationales). Avec une part réduite, on trouve, dans l'ordre, les sociétés immobilières et les autres services aux entreprises (activités juridiques, activités comptables, conseil en gestion, bureaux d'architectes et d'ingénieurs, publicité, activités de nettoyage, etc.). A elles seules, ces cinq branches d'activité représentent près de trois quarts (73 %) du total de l'impôt sur le bénéfice versé en 2001.

Autres impôts

La ventilation selon l'impôt de base sur le capital fait, pour la plupart, ressortir les mêmes branches, dans un ordre toutefois légèrement différent (voir le graphique G - 05).

En ce qui concerne l'impôt immobilier complémentaire, la répartition entre branches est tout à fait différente (voir le graphique G - 06). Trois branches représentent à elles seules 75 % du total de l'impôt versé : les *activités immobilières*, y compris les *sociétés immobilières* (44 %), les *assurances* (21 %) et les *banques* (10 %). Les contribuables PM faisant partie de ces branches économiques sont en effet propriétaires de nombreux immeubles, sur la valeur desquels est basé cet impôt.

Evolution de 2000 à 2001

Outre sa place prépondérante parmi les trois impôts considérés, l'impôt sur le bénéfice est celui dont l'évolution présente le plus grand intérêt pour l'analyse de la situation économique. Il est en effet directement lié à la marche des affaires des entreprises, au contraire de l'impôt sur le capital et de l'impôt immobilier. Les données peuvent néanmoins être sujettes à l'influence de facteurs liés au processus fiscal (allègements fiscaux, redressements fiscaux, taxations provisoires, etc.), sans rapport avec la conjoncture.

Les années 2000 et 2001 ont été marquées par une inversion de la situation économique. En effet, après une année 2000 au cours de laquelle la croissance économique ralentit mais reste à la hausse, la tendance s'oriente clairement à la baisse au cours de l'année 2001². L'impôt sur le bénéfice a progressé de 17 % entre 1999 et 2000, avant de diminuer de 12 % l'année suivante. Sa part dans le total des trois impôts concernés évolue de manière similaire : passant de 72 % en 1999 à 75 % en 2000, puis 71 % en 2001. Durant cette période, l'impôt sur le capital et l'impôt immobilier complémentaire ont progressé continûment (respectivement 8 % et 3 % de croissance annuelle moyenne).

Ces variations de l'impôt sur le bénéfice en 2000 et 2001 ont touché les branches économiques de manières diverses. Parmi les branches principales, le *commerce de gros* a vu son bénéfice augmenter en 2000 et en 2001, tandis que, dans le même temps, il diminuait dans *l'industrie chimique*. Pour les *banques*, l'année 2001 a été nettement moins bonne que 2000 (voir le graphique G - 07).

La répartition des branches économiques dans le total de l'impôt sur le bénéfice reste relativement stable au cours du temps. Cependant, entre 1999 et 2001, la part des *banques* diminue, passant de 31 % en 1999, et même 37 % en 2000, à 26 % en 2001. La part des *sociétés immobilières* passe de 16 % à 9 %, surtout en raison de la possibilité offerte par la loi d'effectuer la liquidation des sociétés immobilières à moindre coût pendant une période donnée, ce qui a entraîné une nette diminution de leur nombre au cours de cette période : - 33 % (- 1 132 contribuables) entre 1999 et 2001. En revanche, l'importance du *commerce de gros*, 7 % en 1999 contre 11 % en 2001, grandit parallèlement à l'installation dans le canton de multinationales actives dans ce domaine.

2. Méthodologie

Les montants d'impôt contenus dans cette publication se réfèrent à l'impôt de base sur le bénéfice, à l'impôt de base sur le capital et à l'impôt complémentaire sur la valeur fiscale des immeubles (ou impôt immobilier complémentaire). Les centimes cantonaux, les centimes communaux, les centimes pour le fonds de péréquation intercommunale et tous les autres impôts, parfois provisoires, tel que le « centime Halle 6 », ne sont pas pris en compte. Par conséquent, les totaux figurant ici ne représentent pas la charge fiscale totale des contribuables PM.

Depuis l'adoption du nouveau système d'imposition, à partir de l'année fiscale 1995, la détermination des éléments imposables et le calcul des impôts s'effectuent selon la période fiscale de chaque entreprise. La durée d'une période fiscale correspond à la durée de l'exercice commercial. Celui-ci est généralement de 360 jours.

² Le revenu cantonal pour le canton de Genève a augmenté de 2,6 % entre 1999 et 2000 et diminué de 7,7 % l'année suivante.

Le début de la période ne coïncide pas forcément avec le début de l'année civile. Ainsi, l'impôt d'une période fiscale peut chevaucher plusieurs années civiles.

En raison de ces modifications législatives, la comparabilité des données à partir de l'année 1996 avec celles des années précédentes est limitée.

L'impôt sur le bénéfice et l'impôt sur le capital concernent les entreprises qui ont, de par leur nature juridique, la personnalité morale, d'où le terme de « personnes morales » (PM). Ces dernières sont définies par la loi sur l'imposition des personnes morales (LIPM - D 3 15) du canton de Genève. Les personnes morales représentent un sous-ensemble du total des entreprises privées du canton. Le reste, qui se compose notamment des entreprises en raison individuelle, des sociétés en nom collectif et des sociétés simples, est imposé au même titre que les personnes physiques et sont hors du champ de cette publication. L'impôt sur le bénéfice porte sur le bénéfice net, tandis que l'impôt sur le capital a pour objet le capital propre.

Selon la loi générale sur les contributions publiques, l'impôt immobilier complémentaire s'applique aux personnes morales comme aux personnes physiques, selon des taux d'imposition qui dépendent de la nature juridique du contribuable. Pour les chiffres présentés dans cette publication, outre l'impôt immobilier complémentaire concernant les PM figure celui dû par certaines collectivités publiques qui ne sont généralement pas soumises aux impôts sur le bénéfice ou le capital. Conformément à la loi, ces collectivités publiques sont rattachées aux PM car c'est la catégorie de contribuables dont elles se rapprochent le plus. Ces cas sont groupés dans la branche économique *administration publique*, qui, pour cette raison, ne contient des données que pour l'impôt immobilier complémentaire.

3. Résultats : graphiques et tableaux

Graphiques

Page

G - 01	Répartition du montant de l'impôt selon le type d'impôt, en %, en 2001	4
G - 02	Répartition des contribuables selon la classe d'impôt sur le bénéfice, en %, en 2001	4
G - 03	Répartition du montant de l'impôt selon la classe d'impôt sur le bénéfice, en 2001	4
G - 04	Répartition de l'impôt sur le bénéfice selon la branche économique, en %, en 1999 et 2001	5
G - 05	Répartition de l'impôt sur le capital selon la branche économique, en %, en 1999 et 2001	5
G - 06	Répartition de l'impôt immobilier complémentaire selon la branche économique, en %, en 1999 et 2001	6
G - 07	Impôt sur le bénéfice dans les principales branches économiques, en millier de francs, depuis 1999	6

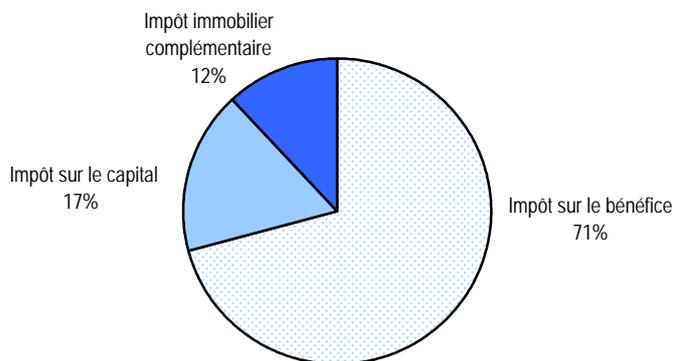
Tableaux

T - 01	Contribuables, éléments imposables et impôts, selon la branche économique, en 2000	7
T - 02	Contribuables, éléments imposables et impôts, selon la branche économique, en 2001	8
T - 03	Part des contribuables, des éléments imposables et des impôts, selon la branche économique, en %, en 2001	9
T - 04	Contribuables, bénéfice, capital et impôts de base, selon la nature juridique, depuis 1999	10

G - 01 Personnes morales
Répartition du montant de l'impôt selon le type d'impôt, en 2001

En %

Canton de Genève

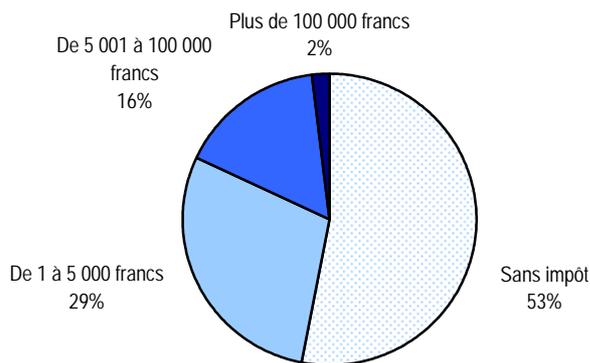


Source : Administration fiscale cantonale / Office cantonal de la statistique

G - 02 Personnes morales
Répartition des contribuables selon la classe d'impôt sur le bénéfice, en 2001

En %

Canton de Genève

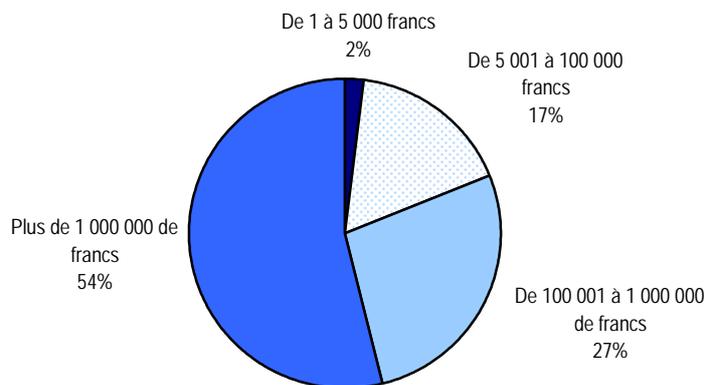


Source : Administration fiscale cantonale / Office cantonal de la statistique

G - 03 Personnes morales
Répartition du montant de l'impôt selon la classe d'impôt sur le bénéfice, en 2001

En %

Canton de Genève



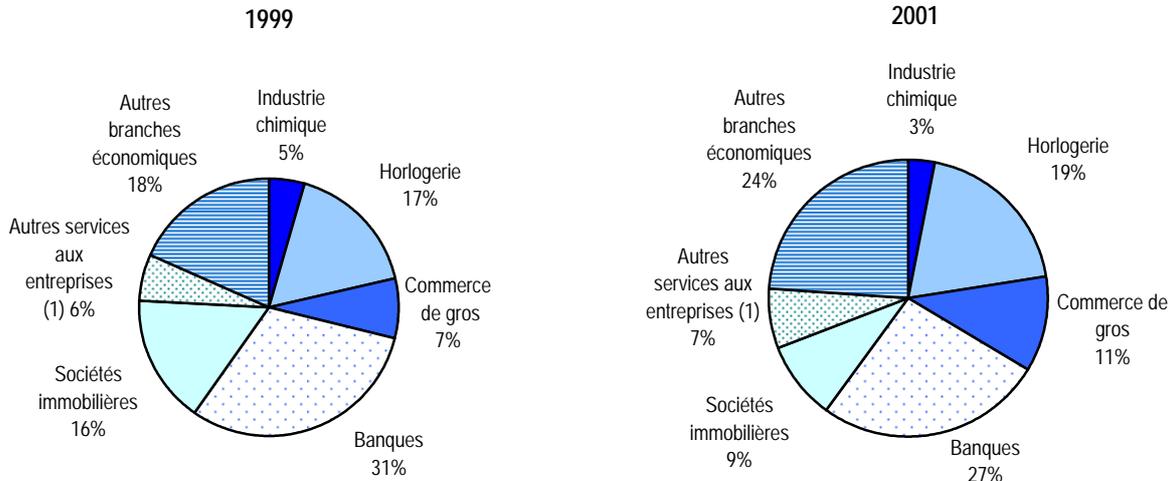
Source : Administration fiscale cantonale / Office cantonal de la statistique

G - 04 Personnes morales

Répartition de l'impôt sur le bénéfice selon la branche économique, en 1999 et 2001

En %

Canton de Genève



(1) Notamment activités juridiques, activités comptables, conseil en gestion, bureaux d'architectes et d'ingénieurs, publicité, activités de nettoyage.

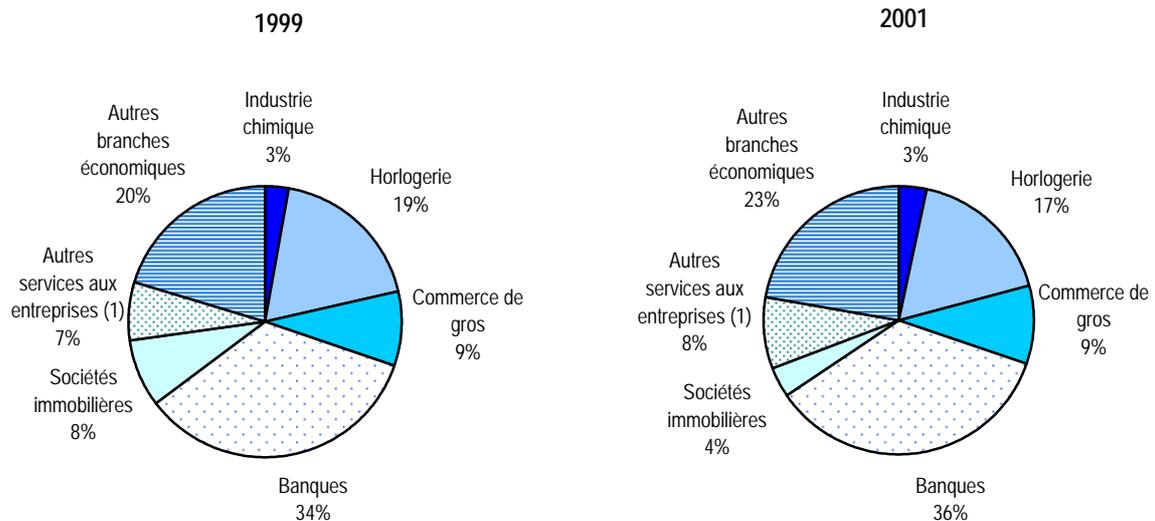
Source : Administration fiscale cantonale / Office cantonal de la statistique

G - 05 Personnes morales

Répartition de l'impôt sur le capital selon la branche économique, en 1999 et 2001

En %

Canton de Genève



(1) Notamment activités juridiques, activités comptables, conseil en gestion, bureaux d'architectes et d'ingénieurs, publicité, activités de nettoyage.

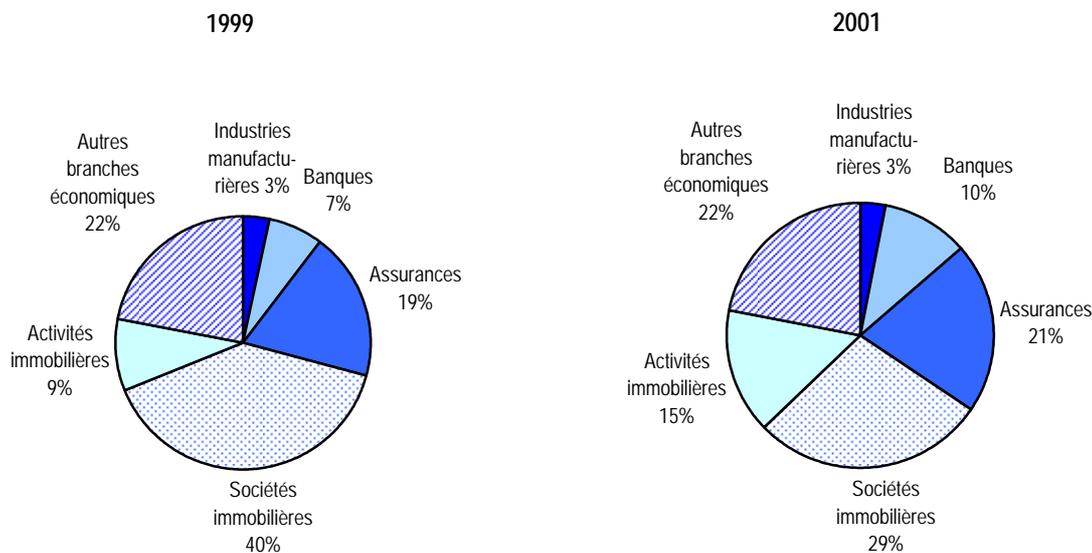
Source : Administration fiscale cantonale / Office cantonal de la statistique

G - 06 Personnes morales

Répartition de l'impôt immobilier complémentaire selon la branche économique, en 1999 et 2001

En %

Canton de Genève



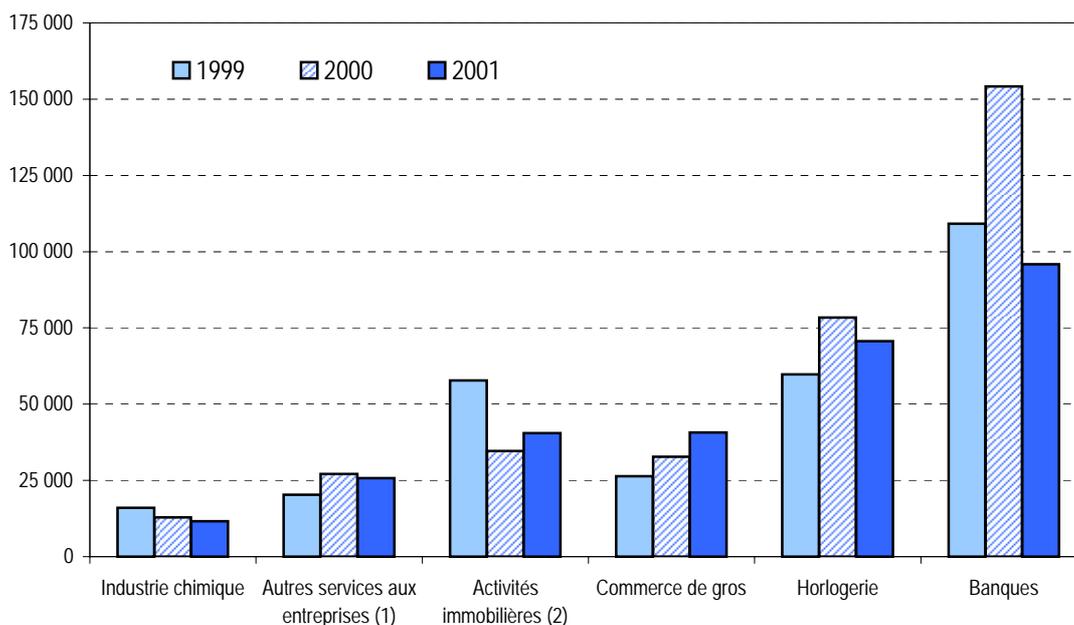
Source : Administration fiscale cantonale / Office cantonal de la statistique

G - 07 Personnes morales

Impôt sur le bénéfice dans les principales branches économiques, depuis 1999

Taux annuels en millier de francs

Canton de Genève



(1) Notamment activités juridiques, activités comptables, conseil en gestion, bureaux d'architectes et d'ingénieurs, publicité, activités de nettoyage.

(2) Y compris les sociétés immobilières

Source : Administration fiscale cantonale / Office cantonal de la statistique

T - 01 Personnes morales

Contribuables, éléments imposables et impôts, selon la branche économique, en 2000

Montants en millier de francs

Canton de Genève

	Contribuables	Bénéfice imposable	Capital imposable	Impôt de base sur le bénéfice	Impôt de base sur le capital	Impôt immobilier complémentaire	Impôt total
Secteur primaire	51	724	10 953	72	21	13	106
Agriculture, chasse, sylviculture	51	724	10 953	72	21	13	106
Secteur secondaire	1 783	1 073 482	18 629 307	104 687	20 666	2 633	127 986
Industries extractives	12	297	3 463	30	7	13	50
Industries manufacturières	1 049	1 039 062	18 234 835	101 247	19 960	2 174	123 381
Industrie alimentaire, boissons, tabac	71	12 403	44 326	1 234	83	134	1 451
Industrie textile, du cuir et de la chaussure, habillement	38	1 182	16 627	118	31	27	176
Travail du bois, fabrication d'articles en bois	58	826	15 702	83	30	122	235
Industrie du papier; édition, impression	251	13 428	113 286	1 341	215	67	1 623
Industrie chimique; cokéfaction, raffinage de pétrole	65	131 023	8 759 711	12 914	3 571	716	17 200
Métallurgie, travail des métaux	124	8 364	172 487	790	259	52	1 102
Fabrication de machines et d'équipements	57	22 067	799 836	2 118	817	232	3 167
Fab. d'équipements électriques; mécanique de précision	223	843 581	8 144 333	82 063	14 663	601	97 328
<i>dont horlogerie</i>	95	807 723	7 940 638	78 408	14 328	403	93 139
Autres industries manufacturières	162	6 189	168 527	587	290	223	1 101
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	11	4 011	60 352	401	114	43	558
Construction	711	30 112	330 657	3 010	586	402	3 998
Secteur tertiaire	16 613	3 703 279	67 850 261	307 377	62 049	55 632	425 058
Commerce, réparation	4 192	571 529	6 388 391	48 748	8 817	2 176	59 742
Commerce, réparation de véhicules automobiles	310	20 127	214 884	2 013	395	405	2 812
Commerce de gros, intermédiaires du commerce	2 535	406 927	5 093 356	32 719	6 544	1 059	40 322
Commerce de détail, réparation d'articles domestiques	1 347	144 475	1 080 151	14 016	1 878	713	16 608
Hôtellerie et restauration	595	27 746	282 841	2 757	473	1 002	4 232
Transports et communications	624	222 242	1 240 350	13 438	2 116	536	16 091
Transports terrestres, par eau	151	8 210	132 341	820	243	103	1 165
Transports aériens	29	5 523	132 175	552	256	271	1 080
Services auxiliaires des transports	321	35 743	276 630	3 470	359	163	3 991
Postes et télécommunications	123	172 766	699 203	8 596	1 259	0	9 855
Activités financières, assurances	2 460	1 986 882	45 259 030	171 683	33 683	20 244	225 610
Banques	1 735	1 779 149	43 230 714	154 126	29 686	5 893	189 704
Assurances	355	108 208	1 064 769	8 152	2 052	11 847	22 050
Services auxiliaires finance et assurances	370	99 525	963 547	9 405	1 946	2 505	13 856
Immobilier, autres services aux entreprises	7 335	831 742	12 481 128	65 028	13 799	26 335	105 162
Activités immobilières	864	57 182	1 175 216	5 550	2 317	6 617	14 484
Sociétés immobilières	2 661	461 383	2 557 966	29 081	4 145	18 966	52 191
Location de machines et équipements	87	4 298	96 356	430	101	3	534
Activités informatiques	431	26 737	192 001	2 669	362	14	3 046
Recherche et développement	48	1 629	109 813	163	246	51	459
Autres services fournis aux entreprises	3 244	280 513	8 349 776	27 136	6 628	684	34 448
Administration publique	47	-	-	-	-	2 411	2 411
Enseignement	113	1 787	61 495	149	196	165	510
Santé et activités sociales	241	30 408	336 117	2 978	744	746	4 468
Autres services collectifs et personnels	925	26 342	1 670 197	2 136	1 811	1 706	5 653
Assainissement, voirie	19	1 332	5 016	133	9	0	142
Activités associatives	431	7 106	360 338	503	1 122	1 479	3 104
Activités récréatives, sportives	268	12 540	1 253 724	1 235	585	212	2 032
Services personnels	207	5 364	51 119	264	95	15	374
Activités non attribuables	81	4 601	130 712	461	409	309	1 179
Total	18 447	4 777 485	86 490 521	412 137	82 736	58 277	553 150
Total sans les sociétés immobilières	15 786	4 316 102	83 932 555	383 056	78 591	39 312	500 959

Source : Administration cantonale des finances / Office cantonal de la statistique

T - 02 Personnes morales

Contribuables, éléments imposables et impôts, selon la branche économique, en 2001

Montants en millier de francs

Canton de Genève

	Contribuables	Bénéfice imposable	Capital imposable	Impôt de base sur le bénéfice	Impôt de base sur le capital	Impôt immobilier complémentaire	Impôt total
Secteur primaire	53	970	10 908	97	20	14	131
Agriculture, chasse, sylviculture	53	970	10 908	97	20	14	131
Secteur secondaire	1 851	1 020 072	18 875 859	96 778	22 183	2 268	121 229
Industries extractives	12	330	3 522	33	6	13	53
Industries manufacturières	1 071	983 557	18 449 794	93 133	21 417	1 883	116 433
Industrie alimentaire, boissons, tabac	70	12 990	48 316	1 296	93	83	1 472
Industrie textile, du cuir et de la chaussure, habillement	40	627	17 229	63	33	8	103
Travail du bois, fabrication d'articles en bois	63	974	17 306	97	32	21	151
Industrie du papier; édition, impression	255	17 677	107 331	1 694	209	32	1 936
Industrie chimique; cokéfaction, raffinage de pétrole	56	116 329	7 919 374	11 633	3 056	524	15 213
Métallurgie, travail des métaux	136	15 351	153 481	1 535	244	18	1 797
Fabrication de machines et d'équipements	62	16 199	1 039 008	1 594	1 250	257	3 100
Fab. d'équipements électriques; mécanique de précision	217	793 628	8 982 200	74 243	16 199	723	91 165
<i>dont horlogerie</i>	90	758 194	8 740 817	70 700	15 757	554	87 011
Autres industries manufacturières	172	9 782	165 551	978	301	218	1 497
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	10	6 038	66 419	603	125	44	772
Construction	758	30 147	356 124	3 008	635	328	3 971
Secteur tertiaire	16 662	3 157 974	77 128 937	267 709	67 969	58 597	394 275
Commerce, réparation	4 332	623 298	9 176 287	60 103	10 889	2 426	73 419
Commerce, réparation de véhicules automobiles	330	17 150	223 670	1 684	420	425	2 528
Commerce de gros, intermédiaires du commerce	2 572	425 795	7 800 762	40 668	8 389	1 021	50 078
Commerce de détail, réparation d'articles domestiques	1 430	180 353	1 151 855	17 752	2 080	980	20 812
Hôtellerie et restauration	645	27 575	315 244	2 742	557	960	4 258
Transports et communications	694	142 886	1 644 028	14 135	2 946	678	17 759
Transports terrestres, par eau	158	9 516	152 822	890	281	118	1 288
Transports aériens	27	2 717	183 039	272	362	298	932
Services auxiliaires des transports	327	43 080	383 015	4 288	531	164	4 984
Postes et télécommunications	182	87 574	925 151	8 685	1 772	98	10 555
Activités financières, assurances	2 491	1 343 472	51 365 031	108 266	35 838	21 424	165 527
Banques	1 736	1 203 590	49 431 455	95 921	31 966	6 384	134 271
Assurances	350	72 544	1 058 639	6 331	2 078	12 702	21 111
Services auxiliaires finance et assurances	405	67 338	874 937	6 014	1 794	2 338	10 146
Immobilier, autres services aux entreprises	7 081	953 895	12 268 155	76 095	14 229	27 625	117 950
Activités immobilières	843	69 898	1 306 356	7 604	2 678	9 266	19 548
Sociétés immobilières	2 249	525 391	1 895 202	32 907	3 334	17 244	53 485
Location de machines et équipements	98	4 934	103 721	445	121	3	569
Activités informatiques	497	28 680	175 223	2 828	331	81	3 240
Recherche et développement	54	65 950	103 542	6 582	195	18	6 795
Autres services fournis aux entreprises	3 340	259 042	8 684 111	25 729	7 569	1 014	34 312
Administration publique	47	-	-	-	-	2 386	2 386
Enseignement	122	4 530	72 691	424	229	178	831
Santé et activités sociales	234	28 945	377 576	2 851	873	938	4 662
Autres services collectifs et personnels	973	31 484	1 852 158	2 943	2 220	1 906	7 069
Assainissement, voirie	18	1 995	7 196	200	13	2	214
Activités associatives	460	8 071	437 972	621	1 377	1 694	3 692
Activités récréatives, sportives	282	17 844	1 344 638	1 765	716	193	2 674
Services personnels	213	3 574	62 351	357	115	17	489
Activités non attribuables	43	1 890	57 768	150	188	76	414
Total	18 566	4 179 016	96 015 703	364 584	90 172	60 879	515 635
Total sans les sociétés immobilières	16 317	3 653 625	94 120 502	331 677	86 838	43 635	462 150

Source : Administration cantonale des finances / Office cantonal de la statistique

T - 03 Personnes morales

Part des contribuables, des éléments imposables et des impôts, selon la branche économique, en 2001

En %

Canton de Genève

	Contribuables	Bénéfice imposable	Capital imposable	Impôt de base sur le bénéfice	Impôt de base sur le capital	Impôt immobilier complémentaire	Impôt total
Secteur primaire	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Agriculture, chasse, sylviculture	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	10,0	24,4	19,7	26,5	24,6	3,7	23,5
Industries extractives	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industries manufacturières	5,8	23,5	19,2	25,5	23,8	3,1	22,6
Industrie alimentaire, boissons, tabac	0,4	0,3	0,1	0,4	0,1	0,1	0,3
Industrie textile, du cuir et de la chaussure, habillement	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Travail du bois, fabrication d'articles en bois	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie du papier; édition, impression	1,4	0,4	0,1	0,5	0,2	0,1	0,4
Industrie chimique; cokéfaction, raffinage de pétrole	0,3	2,8	8,2	3,2	3,4	0,9	3,0
Métallurgie, travail des métaux	0,7	0,4	0,2	0,4	0,3	0,0	0,3
Fabrication de machines et d'équipements	0,3	0,4	1,1	0,4	1,4	0,4	0,6
Fab. d'équipements électriques; mécanique de précision	1,2	19,0	9,4	20,4	18,0	1,2	17,7
<i>dont horlogerie</i>	0,5	18,1	9,1	19,4	17,5	0,9	16,9
Autres industries manufacturières	0,9	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Construction	4,1	0,7	0,4	0,8	0,7	0,5	0,8
Secteur tertiaire	89,7	75,6	80,3	73,4	75,4	96,3	76,5
Commerce, réparation	23,3	14,9	9,6	16,5	12,1	4,0	14,2
Commerce, réparation de véhicules automobiles	1,8	0,4	0,2	0,5	0,5	0,7	0,5
Commerce de gros, intermédiaires du commerce	13,9	10,2	8,1	11,2	9,3	1,7	9,7
Commerce de détail, réparation d'articles domestiques	7,7	4,3	1,2	4,9	2,3	1,6	4,0
Hôtellerie et restauration	3,5	0,7	0,3	0,8	0,6	1,6	0,8
Transports et communications	3,7	3,4	1,7	3,9	3,3	1,1	3,4
Transports terrestres, par eau	0,9	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Transports aériens	0,1	0,1	0,2	0,1	0,4	0,5	0,2
Services auxiliaires des transports	1,8	1,0	0,4	1,2	0,6	0,3	1,0
Postes et télécommunications	1,0	2,1	1,0	2,4	2,0	0,2	2,0
Activités financières, assurances	13,4	32,1	53,5	29,7	39,7	35,2	32,1
Banques	9,4	28,8	51,5	26,3	35,4	10,5	26,0
Assurances	1,9	1,7	1,1	1,7	2,3	20,9	4,1
Services auxiliaires finance et assurances	2,2	1,6	0,9	1,6	2,0	3,8	2,0
Immobilier, autres services aux entreprises	38,1	22,8	12,8	20,9	15,8	45,4	22,9
Activités immobilières	4,5	1,7	1,4	2,1	3,0	15,2	3,8
Sociétés immobilières	12,1	12,6	2,0	9,0	3,7	28,3	10,4
Location de machines et équipements	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Activités informatiques	2,7	0,7	0,2	0,8	0,4	0,1	0,6
Recherche et développement	0,3	1,6	0,1	1,8	0,2	0,0	1,3
Autres services fournis aux entreprises	18,0	6,2	9,0	7,1	8,4	1,7	6,7
Administration publique	0,3	-	-	-	-	3,9	0,5
Enseignement	0,7	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,2
Santé et activités sociales	1,3	0,7	0,4	0,8	1,0	1,5	0,9
Autres services collectifs et personnels	5,2	0,8	1,9	0,8	2,5	3,1	1,4
Assainissement, voirie	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Activités associatives	2,5	0,2	0,5	0,2	1,5	2,8	0,7
Activités récréatives, sportives	1,5	0,4	1,4	0,5	0,8	0,3	0,5
Services personnels	1,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Activités non attribuables	0,2	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total sans les sociétés immobilières	87,9	87,4	98,0	91,0	96,3	71,7	89,6

Source : Administration cantonale des finances / Office cantonal de la statistique

T - 04 Personnes morales

Contribuables, bénéfice, capital et impôts de base, selon la nature juridique, depuis 1999

Montants en millier de francs

Canton de Genève

	Contribuables	Bénéfice imposable	Impôt de base sur le bénéfice	Capital imposable	Impôt de base sur le capital	Impôt immobilier complémentaire
1999						
Sociétés anonymes	12 154	3 303 463	287 576	61 848 245	65 630	18 815
Sociétés à responsabilité limitée	1 723	54 923	5 898	4 223 650	1 920	66
Sociétés coopératives	236	19 886	1 721	337 660	636	2 593
Sociétés immobilières	3 381	1 277 665	56 236	4 029 462	6 333	23 086
Associations	561	7 746	553	424 272	1 300	3 711
Fondations	264	8 085	717	534 715	1 882	2 883
Fonds de prévoyance	271	1 463	123	8 062	25	6 449
Total	18 590	4 673 231	352 824	71 406 065	77 725	57 604
2000						
Sociétés anonymes	12 350	4 211 887	372 821	77 751 907	72 330	22 340
Sociétés à responsabilité limitée	2 113	47 573	5 182	4 892 280	2 265	215
Sociétés coopératives	241	27 115	2 429	278 570	522	2 647
Sociétés immobilières	2 661	461 383	29 081	2 557 966	4 145	18 966
Associations	565	9 759	697	449 012	1 468	3 809
Fondations	267	12 287	1 198	560 742	2 007	3 288
Fonds de prévoyance	250	7 480	729	43	0	7 012
Total	18 447	4 777 485	412 137	86 490 521	82 736	58 277
2001						
Sociétés anonymes	12 419	3 443 948	311 362	86 879 675	79 212	25 416
Sociétés à responsabilité limitée	2 580	79 872	7 973	5 792 970	3 221	404
Sociétés coopératives	250	25 847	2 388	377 535	700	2 821
Sociétés immobilières	2 249	525 391	32 907	1 895 202	3 334	17 244
Associations	554	7 125	497	502 073	1 709	3 892
Fondations	264	74 267	7 232	567 516	1 996	3 610
Fonds de prévoyance	250	22 566	2 224	733	1	7 492
Total	18 566	4 179 016	364 584	96 015 703	90 172	60 879

Source : Administration fiscale cantonale / Office cantonal de la statistique

Collection
Données générales

Série
Données statistiques

Derniers numéros parus

2005

- 1 Les logements inoccupés à Genève. Résultats des enquêtes de 2004
- 2 Enquête sur les transactions immobilières. Résultats 2003
- 3 Les organisations internationales à Genève et en Suisse. Résultats de l'enquête 2004
- 4 Enquête sur les entreprises en relation avec un organisme de promotion économique dans le canton de Genève. Résultats 2004
- 5 Bilan et état de la population du canton de Genève en 2004
- 6 Travailleurs frontaliers du canton de Genève en 2004
- 7 Les locaux non résidentiels vacants dans le canton de Genève. Résultats des enquêtes de 2003 et 2004
- 8 Le commerce extérieur du canton de Genève en 2004
- 9 Les locaux non résidentiels vacants dans le canton de Genève. Résultats de l'enquête de 2005
- 10 Les logements inoccupés à Genève. Résultats des enquêtes 2005
- 11 Les votations dans le canton de Genève en 2004
- 12 Les établissements de santé non hospitaliers à Genève. Résultats choisis de 2000 à 2004

Liste complète des numéros parus

Disponible sur demande

Légende des signes

- valeur nulle
- 0 valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
- ... donnée inconnue
- /// aucune donnée ne peut correspondre à la définition
- () l'information ne peut être communiquée pour des raisons tenant à la protection des données
- [] valeur peu significative
- e valeur estimée
- p donnée provisoire
- r donnée révisée

Publications de l'Office cantonal de la statistique

Données générales

Annuaire statistique

Recueil détaillé des principales statistiques annuelles concernant le canton dans son ensemble, ainsi que les communes. L'annuaire couvre un maximum de domaines : en principe tous ceux pour lesquels on dispose de statistiques fiables et pertinentes. Ouvrage d'environ 470 pages; parution fin novembre.

Mémento statistique

Synthèse des données essentielles sur le canton et les communes. Brochure annuelle de 20 pages, paraissant au printemps, éditée avec le soutien de la Banque cantonale de Genève (BCGe).

Bulletin statistique

Bulletin mensuel de 12 pages, édité en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de Genève (CCIG). Choix des principales statistiques genevoises disponibles mensuellement.

Ce bulletin est complété (en février, mai, août et novembre) de 4 pages de données trimestrielles.

Données statistiques

Série permettant la diffusion rapide de résultats (statistiques annuelles, enquêtes), sous la forme de tableaux statistiques brièvement commentés. Cette série s'adresse en priorité à des publics spécialisés.

Principaux sujets présentés annuellement :

- bilan et état de la population;
- travailleurs frontaliers;
- commerce extérieur ;
- élections et votations;
- organisations internationales;
- locaux vacants;
- logements vacants;
- transactions immobilières;
- établissements de santé non hospitaliers.

Analyses

Coup d'œil

Deux pages d'informations synthétiques et rapides destinées au grand public; éclairage statistique sur des questions d'intérêt général.

Communications statistiques

Série consacrée à la diffusion, vers un large public, de résultats statistiques marquants, l'accent étant mis sur le commentaire.

Etudes et documents

Série consacrée à la présentation des divers types d'études réalisées par l'OCSTAT : analyses périodiques ou ponctuelles, documents de référence, méthodologie.

Reflets conjoncturels

Cahier trimestriel présentant une analyse commentée de la conjoncture économique pour le canton de Genève, illustrée de nombreux graphiques.

Tableaux de bord

Marché du travail

Feuille mensuelle présentant les principales informations relatives à l'évolution du chômage.

Bulletin d'information trimestriel (8 pages) présentant des informations de nature structurelle sur le chômage.

Les travailleurs frontaliers à Genève

Feuille semestrielle présentant les principales informations disponibles sur les travailleurs frontaliers.

Marchés des affaires

Feuilles mensuelles ou trimestrielles présentant sous forme de graphiques et de tableaux les résultats des enquêtes conjoncturelles :

Industrie; services immobiliers; commerce de détail; hôtellerie et restauration; construction.

Masse salariale versée dans le canton de Genève

Feuille trimestrielle portant sur la masse salariale versée dans le canton de Genève. Graphiques, tableaux et commentaires.

Indices des prix à la consommation

Feuille mensuelle : tableaux portant sur les indices suisse et genevois, avec commentaires sur l'indice genevois.

Indice genevois des prix de la construction

Recueil semestriel de tableaux, avec commentaires et graphiques, portant sur les résultats de l'indice.